



**Durant le carême 2008, le journal « la Croix »  
a publié le projet d'un partenaire du CCFD en visite en France,  
dans chacun des numéros des 8, 15, 22 et 29 février et des 7 et 15 mars**

- **Sauver les femmes et les enfants de Somalie.**
- **Soutenir des paysans en Haïti.**
- **Former les futurs citoyens cambodgiens.**
- **Aider les paysans burundais.**
- **Facilité l'intégration des birmans de Thaïlande**
- **Défendre les jeunes nicaraguayens**

*CCFD : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement*

UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

## Sauver les femmes et les enfants de Somalie

Tout a commencé en 1992 à Mogadiscio. Au plus fort de la guerre civile, Asha Hagi Elmi crée une association intitulée « Sauver les femmes et les enfants de Somalie » (SSWC). Cette figure éminente de la société somalienne, née en 1962, est engagée de longue date dans la défense de la cause des femmes, notamment dans la lutte contre les mutilations génitales. Depuis 1995, avec le soutien du CCFD, elle mène campagne sur campagne pour renforcer les droits des femmes et leur capacité à se faire reconnaître comme partenaires à part entière dans la construction de la paix.

Asha Hagi Elmi a d'ailleurs joué un rôle de premier plan lors des conférences nationales qui se sont tenues entre 2000 et 2005. Elle a même été sélectionnée pour le prix Nobel de la Paix en 2005. Inlassablement, elle fait le lien entre les seigneurs de guerre et les tribunaux islamiques.

Asha Hagi Elmi et l'association SSWC veulent renforcer les droits des femmes et leur capacité à se faire reconnaître comme partenaires à part entière dans la construction de la paix.

Devenue membre du Parlement fédéral de transition, elle en a été exclue en avril 2007. « Je suis fière d'être victime de mes convictions en faveur de la réconciliation et la paix. Je suis fière de ne pas être compromise avec cette oppression et ces massacres. Je resterai la voix des femmes et des enfants victimes », lançait-elle après son éviction.

Aujourd'hui elle poursuit à grand-peine son activité auprès des jeunes femmes somaliennes, des enseignantes, des femmes politiques, des journalistes, des militantes associatives ou salariées d'ONG. Obligée de s'installer à Nairobi, en raison de la violence des combats à Mogadiscio, elle n'en reste pas moins active. Désormais, c'est l'urgence de la survie qui prime. Une partie de son équipe restée sur place affronte les dangers quotidiens pour apporter de l'aide alimentaire ou autre aux femmes déplacées autour de la capitale somalienne. Jointe par téléphone à Nairobi, Asha lance un appel pour que la guerre s'arrête enfin dans son pays. « La solution militaire n'est pas une solution. Tous les groupes doivent s'engager dans un processus de dialogue. »

CATHERINE REBUFFEL

POUR SOUTENIR L'ASSOCIATION :  
www.ccfid.asso.fr

UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

## Concert'Action soutient les paysans haïtiens

Depuis une dizaine d'années, l'association Concert'Action s'efforce d'améliorer le niveau de vie des populations rurales et de participer au développement d'Haïti, ce petit pays où l'instabilité politique chronique le dispute à l'extrême pauvreté. « Notre méthode de travail est basée sur la concertation et l'implication au plus profond des bénéficiaires », indique Ducange Seide, le responsable des programmes agricoles et hydrauliques en Haïti. « Tout part de leurs propositions et de leurs projets, que nous les aidons ensuite à mettre en œuvre », explique-t-il. Durant les derniers jours du mois de février, il se rendra en France, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre de la campagne de Carême menée par le CCFD pour appuyer ses partenaires locaux.

Concert'Action a été choisie justement pour la qualité de ses projets et le sérieux avec lequel elle les mène. L'ONG s'adresse à une quarantaine d'associations locales et groupements de paysans présents dans 12 sections communales de Petit-Gôave et

Les besoins sont partout, depuis l'accès aux soins de santé, à celui à l'eau potable et à l'assainissement, en passant par le développement agricole et le reboisement.

Grand-Gôave, dans le département de l'Ouest (municipalités de Palmes et Delatte). La population totale de la zone couverte par l'initiative est estimée à 165 000 personnes.

« Tous nos axes sont prioritaires », indique encore Ducange Seide. Car les besoins sont partout en Haïti : depuis l'accès aux soins de santé, à celui à l'eau potable et à l'assainissement, en passant par le développement agricole et le reboisement.

Parmi les nouveaux projets en cours, Concert'Action veut développer « la prise de responsabilité collective et l'adoption de comportement respectueux des valeurs démocratiques et citoyennes ». « Nous voulons aussi sensibiliser les communautés par rapport à leurs droits et devoirs civiques », ajoute Ducange Seide, qui souligne l'importance de l'implication financière des familles dans ces projets pour assurer leur pérennité. Au total, l'action des trois techniciens salariés et des 16 animateurs (indemnisés) a permis en dix ans d'améliorer le niveau de vie des populations et de les rendre un peu plus autonomes.

CATHERINE REBUFFEL

Pour soutenir l'association, voir le site [www.ccfid.asso.fr](http://www.ccfid.asso.fr)



## UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

### Former les futurs citoyens cambodgiens

Les étudiants cambodgiens sont issus le plus souvent de l'élite dirigeante du pays. Ils n'ont pas de problème particulier pour subvenir à leurs besoins ou faire valoir leurs droits. En revanche, parce qu'ils sont les futurs décideurs, une ONG cambodgienne a voulu les former à la citoyenneté, la responsabilité et le sentiment d'appartenance à une communauté. C'est ainsi que Youth Resource Development Program (YRDP) met en place des programmes en direction de la jeunesse khmère.

Son action s'inspire des théories de l'éducateur brésilien Paulo Freire, selon lesquelles il ne suffit pas d'emmagasiner des connaissances, il faut aussi savoir prendre du recul sur la marche du monde et de la société dans laquelle on vit. « L'idée est de les amener à s'impliquer auprès des communautés défavorisées, avec par exemple la mise en place de micro-projets », explique Anne-Sophie Delecroix, chargée au CCFD de suivre les programmes de YRDP.

Outre la nécessité de développer la mixité entre ces différents groupes sociaux, l'ONG veut aussi axer ses actions sur la problématique de l'impunité, très importante au Cambodge, où la corruption est partout. « Un groupe de jeunes s'est constitué pour essayer de surveiller l'utilisation des ressources qui seront prochainement produites par l'exploitation pétrolière toute récente », indique encore la partenaire du CCFD.

Le Cambodge n'a pas encore pansé ses plaies depuis la période des Khmers rouges. La tenue actuelle du tribunal spécial devrait permettre d'avancer sur cette voie, mais il est vrai que la société khmère est ravagée par la grande violence qui s'exerce à tous les niveaux et dans toutes les couches sociales. Les jeunes de YRDP s'intéressent aussi au phénomène des bandes dans la capitale. YRDP croit fortement que la non-violence active est le seul moyen pour parvenir à la vérité et la justice sociale. « Les semences de riz produiront toujours du riz. Le riz ne poussera pas d'un cactus. Donc, si nous semons des graines de paix, nous récolterons la paix », explique son directeur Sokha Cheang.

CATHERINE REBUFFEL

## UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

### Aider les paysans burundais

Lorsque la guerre civile a fini par lâcher un peu de lest au Burundi, Annick Sezibera a créé, avec d'autres, le Collectif des associations paysannes pour l'auto-développement (Capad-Shirukubute). « Notre objectif était de réconcilier la population, entre les déplacés, qui s'étaient installés sur des terres après avoir fui la guerre, et ceux qui vivaient et cultivaient là depuis toujours », raconte Annick, qui s'apprête à se rendre en France. À la fin du mois, elle sillonnera pendant trois semaines la région Centre, de tradition agricole, pour participer à la campagne de Carême du CCFD, dont le Capad est partenaire. Annick est médecin généraliste de formation. Mais si elle a pu étudier, c'est grâce aux fruits des travaux agricoles de la famille qui a élevé cette orpheline. La terre est toute sa vie.

L'objectif du Capad est d'aider les paysans à développer des filières agricoles vivrières, comme le maïs, le riz, les cultures maraîchères, le manioc et l'arachide aussi, sous forme de crédits. Elle s'efforce également de favoriser la commercialisation des produits et d'apprendre à négocier les prix et calculer les marges, bref, d'organiser des coopératives. Par ailleurs, l'association veut promouvoir les droits des femmes, souvent laissées-pour-compte dans la société burundaise. Et, enfin, aider les porteurs du sida à lutter contre la maladie en ayant accès aux traitements et à une alimentation de qualité. Cinq ans après sa création, le bilan de l'association n'est pas mince. « Nous avons mis sur pied le premier mouvement paysan au Burundi, composé aux deux tiers de femmes; et nous avons pu réconcilier la population », se félicite Annick. Pour autant, la situation demeure fragile. Un dernier mouvement rebelle refuse de négocier. La politique de désarmement du gouvernement n'est toujours pas suivie d'effet. Beaucoup de soldats démobilisés se servent de leurs armes pour trouver de quoi se nourrir. « Nous avons dû anticiper la récolte de pommes de terre pour éviter les vols », relève encore Annick, qui se dit inquiète par ailleurs à l'approche des élections prévues pour 2010.

CATHERINE REBUFFEL

POUR SOUTENIR L'ASSOCIATION,  
voir le site [www.ccfid.asso.org](http://www.ccfid.asso.org)



## UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

### Les Birmans de Thaïlande veulent s'intégrer

Ils seraient plus d'un million de Birmans à avoir migré illégalement en Thaïlande. Parce qu'ils ne sont pas réfugiés dans des camps, ces hommes sont en situation de grande vulnérabilité. Ils sont exposés à tous les abus, ceux des autorités comme ceux des patrons qui les font travailler pour un maigre salaire et parfois sans rémunération du tout. Sans visibilité légale, ils n'ont quasiment aucun recours lorsqu'ils sont victimes d'une agression, comme cette jeune fille de 16 ans, blessée à coups de couteau et qui a échappé de justesse au viol. Dans ce cas précis, l'ONG Grassroots Human Rights Education and Development Committee (Comité de développement et d'éducation aux droits humains) lui a permis de se faire soigner à l'hôpital et de trouver un lieu sûr. Mais pour ce qui est des poursuites judiciaires, inutile d'y penser. De manière plus générale, GHRE est une association qui s'efforce de venir en aide au plus grand nombre. Aux 100 000 Birmans illégaux, elle offre non seulement des centres d'accueil temporaires, mais aussi des programmes d'enseignement.

Et parce que la société thaïe est peu encline à l'ouverture, l'ONG met aussi en place des programmes en direction des Thaïs eux-mêmes, afin d'aider à la compréhension mutuelle. Ces programmes d'éducation s'adressent aussi aux autorités locales afin de les sensibiliser aux droits des Birmans exilés. Ah Chan, sa directrice adjointe, qui se trouve en Bretagne pour la campagne de Carême du CCFD, connaît bien ces situations difficiles. Elle est arrivée illégalement en Thaïlande en 2001. Depuis, elle a des papiers, mais sent que sa situation demeure fragile, y compris sur le sol français où l'arrivée de tout étranger devient systématiquement suspecte pour les autorités.

CATHERINE REBUFFEL

Aider à la compréhension mutuelle.

## UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente un partenaire du CCFD en visite en France

### Défendre les jeunes Nicaraguayens

Plus de 65 % de la population du Nicaragua a entre 15 et 30 ans. Une jeunesse « laissée à l'abandon », selon Kenya Sanchez, animatrice radio de 23 ans au sein de l'association Puntos de Encuentro (« points de rencontre »). Cette militante produit une émission hebdomadaire, « Tous différents, tous égaux », diffusée sur Internet et sur les ondes de 10 stations de radio du pays. Son principal cheval de bataille réside dans la lutte pour le droit des femmes. « Le tiers des Nicaraguayennes subissent des violences physiques ou morales de la part de leur père, mari, frères ou mère. Mon rôle est donc de leur faire comprendre ce qui est normal... ou pas. »

Les adolescentes constituent le cœur de cible de Puntos de Encuentro, une association au départ féministe, créée en 1991 par l'Américaine Amy Bank. Dix-sept ans plus tard, l'association s'adresse aux deux sexes et à tous les âges, et propose désormais un programme radio, un magazine trimestriel et une série télévisée, tous tournés vers la jeunesse. « La radio est un média extrêmement important au Nicaragua, qui nous permet de toucher une large partie de la population. » Action majeure de Puntos de Encuentro depuis cinq ans, l'émission de Kenya Sanchez tente d'enseigner des valeurs morales et citoyennes aux jeunes, mais « sans les stresser, c'est important ».

Entre les plages musicales, elle glisse donc des témoignages et des entretiens de professionnels sur des thèmes aussi variés que la formation, les discriminations entre villes et campagnes, le sexisme ou l'éducation sexuelle. « Plus de 45 % des adolescentes de 13-15 ans sont mamans, par exemple. Et entre 18 et 25 ans, la plupart ont au moins deux enfants. Nous tentons donc de les faire réfléchir à leur avenir avant d'envisager des relations sexuelles. » Peu à peu, Kenya Sanchez a ainsi le sentiment de faire évoluer les mentalités. « Certaines femmes commencent à s'interroger sur leur rôle au sein du foyer et la normalité de certaines attitudes. Seulement, elles ne sont souvent pas comprises de leur entourage. La société civile doit encore mûrir. »

MARIE COUTURIER